

charges de la défense nationale apportée par la lettre rectificative; sous-évaluations; missions nouvelles; nécessité d'une augmentation des effectifs; propositions d'économies et d'étalements; contribution allemande aux frais de stationnement des troupes françaises; maintien des crédits d'Algérie et des crédits d'études; conséquences militaires et sociales de ces réductions; situation des ouvriers des arsenaux; difficultés de réalisation des économies promises (précédent du budget de 1957); conditions d'exécution du budget; attribution des responsabilités dans chaque Département ministériel [6 mars 1958] (p. 1248, 1249, 1250); Explications de vote sur la question de confiance; création de nouveaux emplois de sous-directeurs ou de généraux du corps de santé des forces armées [7 mars 1958] (p. 1310); en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Dépôt, dans un délai très bref, de projets de loi portant réforme générale de la défense nationale [25 mars 1958] (p. 1924, 1925); conséquences militaires et industrielles du budget de 1958 (p. 1926); Art. 35 bis: Amendement de M. Bartolini (Conséquences de la politique gouvernementale pour les travailleurs de l'Etat et pour les usines nationalisées de l'aéronautique) (p. 1929); Art. 145 bis: Amendement de M. Privat (Rapport relatif à la régularité de certains marchés du Secrétariat d'Etat à l'Air (p. 1930); — d'un projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France, en qualité de Rapporteur suppléant [28 janvier 1958] (p. 282). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [29 janvier 1957] (p. 361), [27 septembre 1957] (p. 4414). = Obtient des congés [29 janvier 1957] (p. 361), [27 septembre 1957] (p. 4414).

DUPUY (M. Marc), Député de la Gironde (1^{re} circonscription) (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre: de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est nommé juge suppléant de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 7 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux cheminots anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple, n° 311. — Le 17 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux maraichers de la région bordelaise dont les cultures ont été détruites par les gelées, n° 573. — Le 17 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux ostréiculteurs du bassin d'Arcachon dont les parcs à huîtres ont subi d'énormes dégâts du fait du froid et de la tempête, n° 574. — Le 31 mai 1956, une proposition de loi tendant à rétablir les pensions militaires d'invalidité attribuées par décision de justice et sur preuve, supprimées par la Commission supérieure de « révision des pensions dites abusives », n° 2008. — Le 4 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 2 mars 1956, sur la proposition de résolution de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une déduction forfaitaire supplémentaire de 15 0/0 pour frais professionnels aux officiers et aux marins de la marine marchande dans la détermination de leur revenu imposable, n° 2432. — Le 4 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 2 mars 1956, sur la proposition de résolution de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconstruire à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) le port « vivier » du Laboratoire de biologie marine Arago, dépendant de l'Université de Paris, et à aménager à cette occasion un port de pêche-abri, n° 2433. — Le 21 janvier 1958, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution (n° 3273) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un poste-relais de télévision sur le mont Canigou (Pyrénées-

Orientales), n° 6359. — Le 26 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation des travailleurs du papier-carton au sein des organismes de détermination des prix et de répartition du papier, n° 7025.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (1^{er} secteur) [19 janvier 1956] (p. 34). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales de la Charente Maritime (6^e siège) [10 février 1956] (p. 239). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Cas des gemmeurs de Gascogne* [13 mars 1956] (p. 886, 887) ; — d'une proposition de résolution sur la revision des salaires forfaitaires des marins [17 avril 1953] (p. 1277) ; — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *Violation formelle des droits syndicaux des travailleurs du livre* [17 avril 1956] (p. 1278) ; — d'une proposition de loi étendant aux cheminots, anciens combattants, déportés et internés de la Résistance, le bénéfice de certaines dispositions relatives aux campagnes de guerre : *Contradiction entre les déclarations des différents Ministres des Transports sur le coût de la mesure proposée* [15 mai 1956] (p. 1854) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation des gemmeurs, Grève des producteurs de lait du département de la Gironde* [29 mai 1956] (p. 2085) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat A, Service juridique et technique de la presse, Chap. 31-03 : *Ses observations sur la création du bureau central de documentation et d'information* [7 juin 1956] (p. 2435, 2436) ; — Chap 41-01 : *Inscription des crédits correspondant à la nouvelle augmentation de salaires des journalistes de l'agence France-Presse ; Nomination éventuelle de deux vice-présidents à cette agence* (p. 2437) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE), Chap. 31-01 : *Construction du paquebot de l'Atlantique Nord ; Régime des subventions aux compagnies maritimes d'économie mixte ; Respect des libertés syndicales à bord des navires des Messageries*

maritimes [13 juin 1956] (p. 2550) ; Chap. 45-01 : *Etablissement du compte d'exploitation des compagnies maritimes d'économie mixte ; Rétablissement de la ligne maritime Bordeaux—La Plata* (p. 2556) ; — du projet de loi portant réforme et statut de l'agence France-Presse : *Ses observations : sur le manque d'indépendance de l'A.F.P. ; sur les propositions du groupe communiste* [3 juillet 1956] (p. 3171) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à donner au Conseil supérieur le pouvoir de se saisir d'office de toute infraction* (p. 3176) ; Art. 9 : *Ses observations sur l'élaboration du statut du personnel des agences et sur la consultation des organisations syndicales ouvrières* (p. 3178) ; Art. 10 : *Amendement de M. Brusset excluant les membres du conseil représentant le personnel des délibérations et des votes concernant la désignation du président directeur général* (p. 3180) ; Art. 13 : *Ses observations sur la convention à conclure entre l'agence et l'Etat* (p. 3182). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4520). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat G, MARINE MARCHANDE, titres III et V : *Contrôle des subventions accordées aux compagnies de navigation, établissement par celles-ci d'un compte d'exploitation ligne par ligne* [1^{er} décembre 1956] (p. 5375, 5376) ; Art. 18, BUDGETS ANNEXES, Etats G et H, RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Augmentation de la taxe de télévision* [7 décembre 1956] (p. 5686, 5687) ; — du projet de loi relatif au régime fiscal des produits ou services d'utilisation courante, Article unique : *Amendement de M. Desson tendant à garantir les droits des exploitants des salles de spectacles* [26 décembre 1956] (p. 6231) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets, Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, II. Services financiers, Chap. 54-90 : *Rachat du poste de radio Europe n° 1* [27 décembre 1956] (p. 6328, 6329) ; — d'une proposition de résolution relative au rachat de la société « Images et Son » : *Rachat par le Gouvernement des concessions accordées gratuitement, exemple de Radio-Impérial et de Radio-Tanger sociétés filiales d'Europe n° 1, krach de la société monégasque de banque des minerais et métaux précieux, relance d'Europe n° 1 sous l'égide du*

Conseil de l'Europe [12 février 1957] (p. 792 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la constitution à Bordeaux de groupes fascistes illégaux au sein d'une formation politique dont le président est membre du Gouvernement et sur la protection dont bénéficient ces groupes armés de la part de la police qui les a laissés s'attaquer à des réunions organisées en novembre 1956 par le parti radical et le 2 mars 1957 par la fédération de la Gironde du parti communiste français [12 mars 1957] (p. 1464). — Prend part à la discussion : du projet de loi-programme pour l'aide à la construction navale : *Ses observations sur l'incompatibilité de la loi d'aide avec le programme d'économies du nouveau Gouvernement, l'incidence de ces économies sur les pensions des marins et les crédits accordés aux petits pêcheurs; l'apprentissage maritime et la sécurité des marins; Les grèves en Grande-Bretagne, l'insuffisance des salaires, la grève des officiers-mécaniciens de la marine marchande, le sort des bénéfices réalisés par les chantiers, le rôle des compagnies de navigation, le contrôle des crédits, l'influence de la limitation des importations en provenance des pays de l'O.E.C.E. sur le volume des transports maritimes, la construction du paquebot Atlantique-Nord* [19 juin 1957] (p. 2776, 2777); — sur la question orale de M. Moisan relative au financement de la construction du paquebot destiné à l'Atlantique-Nord [5 juillet 1957] (p. 3291); — du projet de loi relatif à la construction d'un paquebot pour la ligne de New-York et l'approbation d'avenants; Ses observations sur : *L'augmentation progressive des subventions accordées aux compagnies maritimes subventionnées spécialement à la Compagnie générale transatlantique, l'insuffisance de contrôle de son déficit et de l'emploi de sa subvention, le système de révision des clauses, les facilités et exonérations fiscales accordées aux compagnies, la prorogation des conventions, le conflit entre les officiers mécaniciens et la Compagnie générale transatlantique; Ses questions relatives à la vente du paquebot Pasteur et la construction du paquebot France* [16 juillet 1957] (p. 3629, 3630, 3631); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'avenant n° 4 (Ratification a posteriori par le Parlement des accords signés entre le Gouvernement et la Compagnie générale transatlantique)* (p. 3634); *Sa demande de vote par division (bid.); Son amendement tendant à la suppression*

de cet article (p. 3635); — du projet de loi prorogeant la loi du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes : *Résultats désastreux des opérations de Suez* [19 juillet 1957] (p. 3784). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles s'est faite la vente du paquebot *Pasteur* [26 septembre 1957] (p. 4375); — sur les conditions dans lesquelles s'est faite la vente du paquebot *Pasteur* à une compagnie allemande [7 novembre 1957] (p. 4678). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Art. 6 : *Augmentation de la taxe sur les appareils de radio et de télévision; Equilibre du budget de fonctionnement de la radio* [26 décembre 1957] (p. 5547); — d'un projet de loi portant approbation d'un avenant conclu entre l'Etat et la Compagnie des messageries maritimes : *Construction du paquebot France; Gestion des compagnies maritimes, financement des œuvres sociales de la marine, pensions des marins* [11 février 1958] (p. 648, 649, 650). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement arbitraire d'une entreprise nationalisée d'un jeune ingénieur, pupille de la nation [21 février 1958] (p. 946). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits de fonctionnement des services civils, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Son article additionnel tendant à accorder aux anciens combattants cheminots le bénéfice de la double campagne* [28 mars 1958] (p. 2090).

DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord (2^e circonscription) (M. R. P.).

Son élection est validée [28 février 1956] (p. 523). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de comptabilité [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 28 février 1956, un rapport (fait au cours de la deuxième législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4303) autorisant le Président